

Les Quatorze Points du Président Wilson

- « 1- Des conventions de paix publiques, ouvertement conclues, après lesquelles il n'y aura pas d'accord internationaux privés d'aucune sorte mais une diplomatie qui agira toujours franchement à la vue de tous ;
- 2- Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sauf pour les mers qui pourraient être fermées en totalité ou en partie par une action internationale en vue d'accords internationaux ;
- 3- Suppression, en tant qu'il sera possible, de toutes les barrières économiques ; établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir ;
- 4- Garanties convenables, données et prises, que les armements nationaux seront réduits au dernier point compatible avec la sécurité du pays ;
- 5- Libre arrangement, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales basé sur l'observation et sur le strict principe qu'en fixant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront avoir un poids égal à celui des demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être déterminé ;
- 6- Evacuation de tous les territoires russes et règlement de toutes les questions concernant la Russie qui assurera la meilleure et la plus libre coopération des autres nations pour donner l'occasion à la Russie de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale, pour lui assurer un sincère accueil dans la société des nations libres, sous des institutions de son propre choix et, plus qu'un accueil, toute aide dont elle aurait besoin et qu'elle désirerait. Le traitement accordé à la Russie par ses nations sœurs dans les mois à venir sera la pierre de touche de leur bonne volonté et de leur compréhension de ses besoins, abstraction faite de leurs propres intérêts et de leur sympathie désintéressée ;
- 7- La Belgique, le monde entier sera d'accord qu'elle doit être évacuée et restaurée sans aucune tentative de limiter la souveraineté dont elle jouit de concert avec les autres nations libres. Aucun autre acte ne servira autant que celui-ci à rétablir la confiance parmi les nations dans les lois qu'elles ont établies et fixées elles-mêmes pour régir leurs relations entre elles. Sans cet acte salutaire toute structure et validité de toutes les lois internationales seront à jamais affaiblies ;
- 8- Tout territoire français devra être libre et les régions envahies devront être restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace Lorraine, qui a troublé la paix du monde pendant près de cinquante ans, devra être réparé, afin que la paix puisse, une fois de plus, être assurée dans l'intérêt de tous ;
- 9- Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué suivant les lignes des nationalités clairement reconnaissables ;
- 10- Aux peuples d'Autriche-Hongrie, dont nous désirons voir la place sauvegardée et assurée parmi les nations, on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ;
- 11- La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués et les territoires occupés devront être restitués. A la Serbie, on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers Etats balkaniques devront être fixées amicalement sur les conseils des Puissances et d'après les lignes des nationalités établies historiquement. On fournira à ces Etats balkaniques des garanties d'indépendance politique et économique et l'intégrité de leurs territoires ;
- 12- Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent, en ce moment, sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente en constituant un passage libre pour les navires et le commerce de toutes les nations suivant des garanties internationales ;
- 13- Un Etat polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par les populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer et dont l'indépendance politique et économique, ainsi que l'intégrité territoriale, devront être garanties par un accord international ;
- 14- Une association générale des nations devra être formée d'après des conventions spéciales, dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits Etats. »

Présentation du contexte

Face au conflit européen, les Etats-Unis ont une position qui évolue au grès des évènements, de la position personnelle du Président, de l'opinion publique américaine. Au début du conflit, la position de la présidence est conforme à celle des Américains, majoritairement d'ascendance allemande depuis les grands flux migratoires des années 1870-1900, et à la tradition de la doctrine Monroe. Refusant l'intervention européenne sur le théâtre américain, Wilson affirme un principe de neutralité¹. Cependant, très vite, les convictions personnelles de Woodrow Wilson s'affirment. En effet, même s'il est d'ailleurs réélu pour un second mandat en novembre 1916, notamment sur le thème : "Il nous a préservé de la guerre" ("He kept us out of war"), il laisse poindre son sentiment profond en indiquant néanmoins, dans son discours d'investiture, que cette position sera probablement très difficile à tenir. Le Président est convaincu de la destinée manifeste des Etats-Unis : son pays a une responsabilité devant Dieu et les hommes : être le défenseur mondial de la liberté.

Les circonstances le conduisent à afficher de plus en plus son sentiment que partage au fur et à mesure une majorité d'Américains et donc de leurs représentants et sénateurs. En effet, même si "la guerre sous-marine à outrance" menée par les Allemands avait été suspendue après la mort d'une centaine de citoyens américains dans le torpillage du **paquebot britannique Lusitania**, le 7 mai 1915, celle-ci reprit le 31 janvier 1917 car le Kaiser Guillaume II voulait entraver l'approvisionnement de la Grande-Bretagne et de la France pour les obliger à réclamer la paix. Désormais, les sous-marins allemands ont l'autorisation de couler les cargos américains, même en dehors de la zone de guerre – et bien qu'appartenant à un pays neutre. Véritable menace pour la flotte de commerce américaine, cette décision frappe toute l'économie des Etats-Unis qui tourne alors à plein régime pour répondre à la forte demande de l'Entente. Aussi, le 1^{er} février 1917, Wilson rompt les relations diplomatiques avec l'Allemagne, espérant que cela suffise pour la faire renoncer à ses projets. Il n'en est rien. Aussi, le 13 mars, les navires marchands reçoivent l'autorisation de se munir de canons. Le 19, l'inévitable se produit : les Allemands coulent un navire : **le Viligentia**. A cela s'ajoute l'affaire du "télégramme Zimmermann" du 16 janvier 1917. Les manœuvres du secrétaire d'Etat allemand des affaires étrangères pour entraîner le Mexique dans une guerre contre les États-Unis sont rendues publiques le 1^{er} mars 1917 et indignent l'opinion. Le 2 avril 1917, le président Wilson demande de voter la déclaration de guerre, ce que fait le Congrès le 6 avril. Le 18 mai, le président des États-Unis rétablit le service militaire obligatoire qui était aboli depuis la fin de la guerre de Sécession (1865). Dans le cadre de cette entrée en guerre, Wilson donne une dimension de croisade pour la civilisation et la liberté². Tout cela est exprimé dans son discours au Congrès pour obtenir le soutien des parlementaires américains qui sont seuls habilités à voter la guerre.

¹ "Le peuple des Etats-Unis est formé d'éléments originaires de nombreuses nations, et principalement de nations en guerre. Il est naturel et inévitable qu'il éprouve les sympathies et les désirs les plus différents en ce qui concerne l'issue de la guerre. Mais les divisions parmi nous seraient fatales à la paix de nos esprits et pourraient nous gêner sérieusement dans l'accomplissement du devoir qui nous revient en qualité de seule grande nation qui reste dans la paix, de seul peuple qui se tient prêt à servir de médiateur impartial." Message du Président Wilson au Congrès, 19 août 1914.

² "Nous n'avons pas de querelle avec le peuple allemand. Nous ne désirons ni conquêtes ni dominations. Nous ne sommes que l'un des champions des droits de l'homme. (...) La guerre actuelle de l'Allemagne contre le commerce est une guerre contre l'humanité ; c'est une guerre contre toutes les nations. (...) La neutralité n'est plus possible, ni désirable quand il y va de la paix du monde et de la liberté des peuples. Et la menace pour la paix et la liberté gît dans l'existence de gouvernements autocratiques, soutenus par une force organisée qui est entièrement entre leurs mains et non dans celles de leur peuple." Message du Président Wilson au Congrès, 2 avril 1917.

Discours du président américain Wilson au Congrès, le 2 avril 1917

"La guerre actuelle de l'Allemagne contre le commerce est une guerre contre l'humanité : c'est une guerre contre toutes les nations. Des navires américains ont été coulés et des vies américaines ont été perdues dans des circonstances qui nous ont profondément remués. Notre mobile ne sera pas la vengeance ni l'affirmation de la force physique de notre pays, mais seulement la revendication du droit (...).

Je recommande au Congrès de déclarer que la conduite récente du gouvernement impérial allemand n'est, en fait, rien moins que la guerre contre le gouvernement et le peuple des États-Unis ; d'accepter officiellement la position de belligérant qui lui est ainsi imposée,- et de prendre des mesures immédiates, non seulement pour mettre le pays dans un état plus complet de défense, mais aussi pour exercer toute sa puissance et employer toutes ses ressources afin d'amener à composition le gouvernement allemand et, par là, de terminer la guerre. La neutralité n'est plus ni possible, ni désirable quand il y va de la paix du monde et de la liberté des peuples. Et la menace pour la paix et la liberté gît dans l'existence de gouvernements autocratiques, soutenus par une force organisée qui est entièrement entre leurs mains et non dans celles de leur peuple. (...)

Nous sommes heureux de combattre ainsi pour la paix définitive du monde, pour la libération de tous les peuples, sans en excepter l'Allemagne elle-même, pour les droits des nations, grandes et petites, et pour le droit de tous les hommes à choisir les conditions de leur existence et de leur obéissance. La démocratie doit être en sûreté dans le monde. La paix du monde doit être établie sur les fondements éprouvés de la liberté politique."

Le 8 janvier 1918, le président Wilson présente au Congrès américain ses buts de guerre. Il s'agit d'un plan en 14 recommandations. Toutes tendent à une régulation des relations internationales reposant sur quatre principes: liberté égalité, sécurité et participation. Au nom des valeurs américaines, la 1^{ère} valeur affirmée est la liberté. Il s'agit à la fois de la liberté économique (libre échange affirmé pour la 1^{ère} puissance économique mondiale qui a vu dans ce principe le moyen d'écouler les marchandises agricoles ou industrielles des entreprises américaines) et de la liberté politique. La liberté sera reconnue à tous les peuples : liberté des mers, du commerce et liberté pour chaque nationalité de se constituer en un Etat Souverain et indépendant (Pologne, Serbie Hongrie). A côté de la liberté, et au nom de l'amoindrissement de l'impérialisme des grandes puissances européennes, le point 14 prévoit l'égale représentation de tous les Etats au sein d'une association générale des nations Il s'agit de mettre fin au directoire des grandes puissances qui, avant 1914, arbitrait les questions européennes. C'est un changement de leadership. La sécurité collective sera garantie par des rencontres multilatérales assurant le triomphe du droit sur la force. Ici, c'est le profond sentiment progressiste chrétien qui anime le président américain. Il est animé par un idéalisme militant. Enfin, Wilson veut associer les opinions publiques à la conduite de la politique internationale. Les citoyens pourront se prononcer par référendum sur le sort des territoires contestés.

Ce texte reflète aussi les défauts du Président Wilson : méconnaissance des réalités européennes et naïveté de l'idéalisme wilsonien. Son ignorance de l'Europe est sensible du point 9 au point 13 lorsqu'il aborde la question des nationalités et des frontières. En considérant qu'il faille « suivre les lignes des nationalités clairement reconnaissables » pour le cas italien ou autre, il oublie que la géographie européenne et plus particulièrement balkanique est plus complexe : les populations se sont entremêlées depuis des siècles dans les provinces du Trentin, de l'Istrie... En appelant à l'autonomie les peuples de l'Empire d'Autriche Hongrie ou de l'Empire ottoman, il ignore les velléités d'indépendances ou l'appétit des Etats voisins de se servir sur les dépouilles de ces possibles vaincus. Enfin le point 11 est lui-même emblématique des contradictions de Wilson : assurer un « sûr accès à la mer » pour la Serbie revient à contester l'existence du Monténégro dont il affirme « la garantie d'indépendance politique ». L'idéalisme wilsonien teinté de naïveté est affirmé dès le début lorsqu'il exprime sa volonté de vivre « une diplomatie qui agira toujours franchement à la vue de tous ». La diplomatie européenne, bien plus ancienne que l'étatsunienne, est parcourue d'accords secrets et de négociations secrètes et les puissances européennes n'ont pas l'intention d'y renoncer (Ainsi, quelques années plus tard, l'Allemagne négocie avec l'URSS un accord secret pour faire des essais d'armes sur son sol contrairement au Traité de Versailles) ; pas plus qu'ils ne sont prêts à se résoudre à « un esprit large et absolument impartial » pour la question coloniale : les Alliés britanniques,

français et italiens veulent s'arroger les dépouilles de l'Empire colonial allemand et n'entendent pas renoncer aux leurs.